

Lignes De Force Du Programme BIOSPHÈRE POUR DEMAIN

Ces propositions sont susceptibles de transformer profondément la société française en créant la sixième république ; mais aussi et surtout ; d'initier un puissant mouvement pour bâtir une société du troisième millénaire capable d'ouvrir dans la Paix une voie de progrès largement partagé pour tous les peuples de notre terre. Bien entendu ces propositions peuvent être modifiées ou s'enrichir de propositions venant de tous horizons.

Le deuxième aspect de cette démarche concerne la mise en œuvre.

La stratégie proposée s'adapte parfaitement à la situation politique actuelle, qu'elle soit nationale ou internationale, et offre des leviers puissants et originaux pour faire sauter les clivages sclérosant notre société en ralliant des personnalités venant de l'ensemble du monde politique et sincèrement préoccupé par l'établissement de la société du troisième millénaire d'avenir.

Le manque de repères stables pour les citoyens et l'absence de vision à long terme rendent l'électorat volatil. Leur inconstance est la marque du désarroi dans lequel vit notre société. Ces plans mûris depuis des années sont portés par des lignes de forces qui permettraient d'initier une action politique constructive solide et durable avec une forte implication citoyenne.

Proposition numéro un : L'objectif est de construire la sixième république avec des propositions originales certes mais indispensables pour vraiment moderniser la France. Cette démarche ne peut être crédible que si les Français se donnent les moyens d'agir aussi pour influencer sur l'organisation des affaires mondiales avec des outils performants susceptibles d'être rapidement acceptés par de nombreux pays à travers le monde. La France ne serait pas le mouton noir qui refuse la mondialisation, mais l'éclaireur qui mènerait l'humanité vers un monde de progrès et de Paix.

Proposition numéro deux : Les points forts de départ de cette action sont de demander l'organisation simultanée de trois référendums (Bleu, blanc et rouge).

Le Bleu : Pour la réforme des institutions. Le Blanc pour instaurer une nouvelle politique de défense. Le Rouge : Pour instaurer une nouvelle organisation de l'activité économique nationale et internationale.

Ces trois référendums auront toutes les chances d'être approuvés largement par la population et de nombreux courants à l'intérieur même des partis politiques importants profiteront de cette opportunité pour faire valoir leurs points de vue et alimenter le débat.

Proposition numéro trois : Le référendum bleu prévoit de modifier l'exécutif au plus haut de l'État. Il serait géré par trois postes Le président, le vice-président et le premier-ministre. Tous les trois ans le poste en bas de cette hiérarchie monterait d'un cran.

Ce serait l'occasion idéale de faire sauter les clivages gauche/droite en proposant un poste à la droite, un poste à la gauche et un poste au centre suivant un processus évoqué plus loin.

Proposition numéro quatre : Le référendum blanc prévoit la transformation progressive des budgets de la défense (5% par an) vers des activités de vie génératrices d'emplois et de réduction des nuisances causées par les armes. Tous cela sans réduire la sécurité à la surface du globe bien au contraire grâce au « Plan Nation du Monde » auquel participeraient nos forces armées.

Proposition numéro cinq : Le référendum rouge prévoit la gestion de l'activité économique par une Assemblée en remplaçant du Sénat qui ne correspond plus aux besoins de notre époque. Se serait l'occasion de diminuer le nombre pléthorique d'acteurs du monde politique. Le succès populaire serait aussi garanti une fois de plus pour cette proposition sachant que les propositions prévues dans ce volet permettraient d'adoucir les conditions de vie de la masse des plus pauvres qui ne cesse d'augmenter dangereusement dans tous les pays du monde avec les risques sociaux qui en découlent.

Proposition numéro Six : Les acteurs du monde politique soucieux d'occuper le devant de la scène politique seraient fortement incités par leurs électeurs de se positionner face à cette démarche politique originale.

Les meilleurs pourraient ainsi composer le premier nouveau gouvernement en occupant un des trois postes de l'exécutif.

Proposition numéro sept : Même démarche pour tous les responsables administratifs chargés de mettre en application les réformes approuvées par la consultation populaire. Les plus déterminés occuperont les postes clés.

Proposition numéro huit : Les propositions de « Biosphère pour demain », comme expliqué par ailleurs, permettraient de sortir le Moyen-Orient de la situation catastrophique dans laquelle il est plongé actuellement. Des luttes d'intérêts stériles bouchent son avenir depuis des décennies alors qu'il est possible de faire revivre le « Croissant Fertile » de l'antiquité dans la Paix. Il est possible d'offrir une sortie de guerre en Irak dans la dignité à toutes les parties impliquées, de près ou de loin, dans ce conflit dévastateur. Les étapes seraient les suivantes :

- 1 – Organisation d'un référendum qui demanderait aux Irakiens s'ils étaient d'accord pour que leur Pays adopte le plan « Nation du Monde » et d'avoir ainsi l'assurance de ne plus jamais être agressé.
- 2 – Avec un oui à plus des deux tiers (qui ne fait guère de doute) les armées étrangères pourraient se retirer dans la dignité, leur objectif initial d'apporter la démocratie à l'Irak étant atteint. L'ensemble des forces locales seraient spécialisées dans le maintien de l'ordre à l'intérieur du pays et dans la reconstruction du pays. Une partie de l'armée serait au service des Nations Unies comme prévu pour tous les pays participants.
- 3 – L'unité et la démocratie du pays serait également garantie par l'adoption d'un concept simple gérant les richesses minières et pétrolières du pays.

Les bénéfices générés par ces activités seraient partagés selon les proportions suivantes. 1/3 pour la société exploitante, 1/3 pour le gouvernement régional pour satisfaire les besoins locaux, et 1/3 pour le gouvernement central pour les besoins nationaux. Ainsi même les régions économiquement défavorisées auraient la possibilité de bénéficier du progrès social et économique général. Il est à noter que si ce principe était avalisé par l'Onu pour tous ses pays membres, nombre de conflits n'auraient plus de raisons de perdurer. Voir les documents 5 et 6 en annexe.